

La municipalité de Valence réagit au peu de naissances enregistrées en 2017



La municipalité de Valence réagit au peu de naissances enregistrées en 2017

Photo : L'ancienne trésorerie sera transformée en logements sociaux.

Jeudi 21 décembre en soirée le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence du maire, Marie-Thérèse Broca-Lannaud. Ce sont 16 délibérations qui étaient à l'ordre du jour lesquelles ont été adoptées à l'unanimité sauf une, celle qui concernait la Maison de santé.

Loyers connus avant l'installation

Les travaux de cette dernière commenceront vraisemblablement mi-janvier. Le bâtiment comprendra trois cabinets de médecins, un cabinet d'infirmières, une salle pour le kinésithérapeute, une salle pour l'ostéopathe, et une salle annexe pour un podologue, ergothérapeute, etc. Afin d'être le plus précis possible sur ce projet envers les futurs locataires, la municipalité les a réunis afin qu'ils définissent eux-mêmes le montant de leurs loyers sachant que ceux-ci doivent rembourser l'annuité du prêt, les frais d'ascenseur et les divers frais de fonctionnement. Ainsi il a été convenu que chacun des médecins paiera un loyer mensuel de 420 euros, pour le cabinet des infirmières ce sera 695 euros, et pour le kinésithérapeute qui occupera un plus vaste espace ce sera un loyer de 695 euros. Tout semble bien clair sauf pour l'opposition par la voix de Paul Capéran qui s'abstiendra « trouvant qu'il est trop tôt de fixer le montant des loyers ».

Redynamiser le centre bourg et favoriser le locatif

Partant d'un constat qui "stupéfait" Marie-Thérèse Broca-Lannaud, « il n'y a eu que trois naissances dans l'année », celle-ci amène le Conseil Municipal à une profonde réflexion sur le devenir des diverses infrastructures communales « si nous ne trouvons pas de solutions sur ce problème de fond ». Même si apparemment cela ne semble pas lié le Conseil Municipal se dit favorable à une pré-candidature pour monter un dossier « Bourg centre ». Cela permettra entre autre de pouvoir accéder à la rénovation de certains habitats à usage locatif et donc d'accroître la population. Et dans la foulée l'idée est lancée de suspendre la vente de l'ancienne trésorerie pour la transformer en plusieurs logements sociaux. « Cela prendra du temps, analyse le maire, mais nous nous devons de réagir pour l'avenir de notre commune ».

EN BREF

Les demandes de subventions pour le dossier de la sécurisation de l'avenue René Cassin sont en cours. La maison du port est vendue pour un prix de 42 000 euros. Le Conseil Municipal s'est opposé à la mise en place d'une colonne Morris sur la place de la mairie « ce qui serait incongru sur une place de bastide ».